

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 19/031/2006 (Public)

Bulletin n° : 230

ÉFAI

5 septembre 2006

Embargo : 5 septembre 2006 03h00 TU

Brésil. Élection du président et des gouverneurs - Message vidéo à l'attention des candidats

Dans une vidéo rendue publique ce mardi 5 septembre 2006, Amnesty International attire l'attention des candidats aux postes de président et de gouverneurs sur les souffrances et les craintes des plus démunis au Brésil.

La vidéo, qui a été envoyée à l'ensemble des candidats, contient des images et des témoignages sur les conditions de vie et les opérations policières dans les zones les plus pauvres du Brésil. Elle comporte également un appel de la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan, demandant aux candidats brésiliens de s'attaquer à la crise que connaît le pays en matière de sécurité. Irene Khan appelle les candidats à mettre au point une politique de sécurité fondée sur le respect des droits humains, à favoriser le respect d'un code de conduite par les forces de sécurité et à prendre des mesures pour assurer un contrôle plus strict de la circulation des armes de petit calibre.

« La crise que traverse le Brésil en matière de sécurité est à traiter en priorité, déclare Irene Khan. La demande pressante de la population brésilienne, qu'elle soit riche ou pauvre, est très claire : seul le rétablissement de la sécurité publique dans l'ensemble du pays permettra aux Brésiliens de vivre dans l'absence de la crainte et du besoin. »

« Cet appel vise à réveiller tous les candidats aux scrutins d'octobre 2006. L'approche fondée sur la discrimination à l'encontre des plus vulnérables qui a été adoptée par les gouvernements successifs a criminalisé la pauvreté et met aujourd'hui en danger des centaines de milliers de vies. Il est temps de se demander pourquoi les choses se sont mal passées pendant si longtemps. »

Selon le ministre brésilien de la Santé, 36 000 personnes ont été tuées par des armes à feu au Brésil en 2004. La plupart d'entre elles vivaient dans des zones pauvres où la police est peu présente.

« La pauvreté, la violence et la prolifération des armes de petit calibre, qui sont des réalités quotidiennes pour des millions de Brésiliens, créent et alimentent une atmosphère favorisant les atteintes aux droits humains. »

Amnesty International relate depuis plusieurs décennies comment les gouvernements brésiliens successifs ont eu recours aux forces de sécurité pour résoudre les déficiences de l'État. De telles politiques ont eu pour effet de faire sombrer plus encore les populations les plus pauvres dans la violence

et ont transformé les policiers en auteurs et en victimes de violences.

« La violence et l'exclusion sociale sont les deux côtés d'une même médaille, a souligné Irene Khan. La politique consistant à contenir la violence dans les favelas au Brésil non seulement a donné lieu à des atteintes aux droits humains mais en plus ne fonctionne pas. Un climat général de sécurité ne peut être obtenu en défendant les droits de certains aux dépens des droits des autres. »

La faillite des institutions brésiliennes se retrouve dans tout le système judiciaire. Surpeuplé et privé de ressources, le système carcéral ne fait que renforcer la culture des gangs, les détenus devant choisir leur faction dès l'entrée en prison. La corruption qui règne au sein des classes policière et politique a créé un climat de non-droit dans lequel le crime organisé s'est développé.

La lettre ouverte d'Amnesty International aux candidats aux élections d'octobre 2006 au Brésil ainsi que le message vidéo d'Irene Khan se trouvent sur le site de l'organisation www.amnesty.org.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>